
L'enseignement du français langue maternelle et de l'allemand langue étrangère en Suisse romande : deux langues nationales à la croisée de finalités plurielles (1830-1914)

*The Teaching of French as a Mother Tongue and German as a Foreign Language
in French-speaking Switzerland: Two National Languages at the Crossroads of
Pluralist Goals (1830-1914)*

Viviane Rouiller et Anouk Darne



Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/histoire-education/3960>

DOI : 10.4000/histoire-education.3960

ISSN : 2102-5452

Éditeur

ENS Éditions

Édition imprimée

Date de publication : 30 juin 2018

Pagination : 21-44

ISBN : 979-10-362-0120-2

ISSN : 0221-6280

Référence électronique

Viviane Rouiller et Anouk Darne, « L'enseignement du français langue maternelle et de l'allemand langue étrangère en Suisse romande : deux langues nationales à la croisée de finalités plurielles (1830-1914) », *Histoire de l'éducation* [En ligne], 149 | 2018, mis en ligne le 01 janvier 2021, consulté le 20 mai 2021. URL : <http://journals.openedition.org/histoire-education/3960> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/histoire-education.3960>

© Tous droits réservés

L'enseignement du français langue maternelle et de l'allemand langue étrangère en Suisse romande : deux langues nationales à la croisée de finalités plurielles (1830-1914)

Viviane Rouiller et Anouk Darme

Cet article éclaire certains aspects de l'évolution de deux disciplines scolaires en Suisse romande, le français langue maternelle et l'allemand langue étrangère¹. Elle prend comme empan chronologique une période qui s'étend des années 1830, décennie durant laquelle l'instruction publique se met progressivement en place, à la première décennie du XX^e siècle.

Notre territoire d'investigation est la Suisse romande, mais il convient de préciser en préambule que le caractère fédéraliste de la Suisse a largement influencé la structure scolaire du pays, en donnant naissance non pas à un système éducatif national mais à des systèmes éducatifs cantonaux, les cantons conservant leur entière souveraineté, cela même lors de l'instauration de l'État fédéral en 1848². Pour notre analyse, nous avons choisi deux cantons romands exclusivement francophones : Genève et Vaud. Du fait du plurilinguisme

1 Les données présentées dans cet article s'inscrivent dans le cadre d'un projet de recherche financé par le Fonds national suisse de recherche scientifique, *Transformation schulischen Wissens seit 1830* (Projet n°CRSIII_141826), plus particulièrement du sous-projet mené dans ce cadre par l'équipe ERHIDIS.

2 Rita Hofstetter, «La Suisse et l'enseignement aux XIX^e-XX^e siècles. Le prototype d'une "fédération d'États enseignants" ?», *Histoire de l'éducation*, n° 134, 2012, p. 59-80.

caractérisant la Suisse, les deux langues sélectionnées dans le cadre de cette étude ont un statut particulier. En effet, si le plurilinguisme helvétique se traduit par la reconnaissance officielle de quatre langues nationales³ (allemand, français, italien et romanche), il se fonde également sur le principe de territorialité, faisant cohabiter – à quelques exceptions près – quatre entités géographiques unilingues. Aussi, ces quatre idiomes – bien que reconnus comme langues nationales par la Constitution fédérale – n'ont-ils, de fait, pas le même statut selon la région linguistique considérée, chacune d'entre elles étant dotée de sa propre langue maternelle et donc de sa propre langue de scolarisation. Par conséquent, les trois autres langues nationales y font figure, quant à elles, de langues étrangères. Ainsi, dans les deux cantons qui font l'objet de cette étude, le français est la langue de scolarisation, l'usage des patois étant interdit à l'école dès la première moitié du XIX^e siècle. La dénomination «langue maternelle» s'imposera progressivement dans le second XIX^e. Quant à l'allemand, il constitue la première langue étrangère enseignée⁴.

Au regard du profil linguistique de la Suisse que nous venons d'esquisser et dans le contexte éducatif du XIX^e siècle, les deux enseignements retenus pour cette étude présentent un intérêt particulier. En effet, cette période se caractérise par la construction progressive de l'enseignement secondaire en système, et en même temps, par l'émergence puis l'affirmation progressive d'un nouveau paradigme de formation – les humanités modernes, l'enseignement prodigué dans les collèges étant dominé jusque-là par les humanités classiques⁵. Dans ce cadre, les langues modernes, ainsi que les sciences, font leur entrée dans les programmes romands, le français y occupant une

3 Il convient de préciser que le romanche n'est reconnu comme langue officielle qu'en 1938.

4 L'enseignement des langues nationales dans les autres régions linguistiques de la Suisse (allemand et italien comme langues de scolarisation, français comme langue étrangère) a fait l'objet d'études d'envergure dans le cadre du projet *Transformation schulischen Wissens seit 1830* mentionné plus haut. Voir à ce propos l'ouvrage à paraître en 2019 : Lucien Criblez, Anja Giudici, Rita Hofstetter, Karin Manz, Bernard Schneuwly (éd.), *Schulisches Wissen: Zur Transformation von Ordnungsprinzipien und Akteurskonstellationen seit 1830*, Zürich, Chronos. Voir également, pour une brève histoire de l'enseignement des langues vivantes en Suisse romande, Blaise Extermann, *Histoire de l'enseignement des langues en Suisse romande, 1725-1945*, Neuchâtel, Éditions Alphil, 2017.

5 Précisons que ce processus n'est pas propre à la Suisse et s'observe dans la plupart des pays occidentaux. Voir notamment les travaux d'André Petitat, *Production de l'école – Production de la société. Analyse socio-historique de quelques moments décisifs de l'évolution scolaire en Occident*, Genève, Droz, 1982; Fritz Ringer, «La segmentation des systèmes d'enseignement : les réformes de l'enseignement secondaire français et prussien, 1865-1920», *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 149, 2003, p. 6-20; et Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire (1802-1914). Aux origines d'un service public*, Lyon, ENS Éditions, 2013.

place de choix, tandis que l'allemand devient la première langue étrangère enseignée. Si cette place privilégiée de l'allemand dans les cursus de formation ne constitue pas une particularité helvétique⁶, on peut cependant supposer que certains des arguments et débats relatifs à son introduction dans l'enseignement secondaire se réfèrent notamment à des considérations strictement nationales (rapprochement patriotique, relations politiques et économiques entre Confédérés), l'allemand étant la langue majoritaire en Suisse.

Par ailleurs, si un ensemble de travaux ont mis en évidence dans le cas français les liens entre la constitution du français comme discipline scolaire et la construction de l'identité nationale⁷, le cas suisse présente des spécificités qui poussent à nuancer l'existence d'un lien direct entre l'enseignement de la langue maternelle et la diffusion d'un sentiment d'appartenance nationale. La Suisse, de par sa diversité linguistique et culturelle, ne peut, au contraire de ses voisins européens, fonder son identité nationale sur la langue⁸. En effet, comme le rappelle Irène Herrmann⁹, la diffusion d'une conscience identitaire – qui ne soit plus seulement locale ou cantonale mais également nationale – à tous les échelons de la société se distingue sensiblement de celles ayant cours dans d'autres pays européens. Si ces derniers construisirent et justifèrent effectivement leur entité nationale sur la base de critères tels que la langue ou la religion, la Confédération, multilingue et multiconfessionnelle, ne pouvait prétendre à ce mode d'identification. Il semble dès lors plutôt que la langue maternelle participe à la construction de l'identité culturelle. Notre contribution cherchera donc à mettre en lumière les éléments dans cet enseignement qui participent de la construction d'un certain rapport à la langue française chez les Romands, son enseignement étant fondé jusque dans les années 1970

6 Tel est également le cas en France : Michel Espagne, Françoise Lagier, Michael Werner, *Philologiques II. Le maître de langue. Les premiers enseignants d'allemand en France, 1830-1850*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 1991 ; Monique Mombert, *L'enseignement de l'allemand en France 1880-1918. Entre « modèle allemand » et « langue de l'ennemi »*, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2001.

7 Nous citerons notamment les travaux de Renée Balibar, *L'institution du français. Essai sur le colingisme des Carolingiens à la République*, Paris, Presses universitaires de Rennes, 1985 ; Pierre Boutan, « La langue des Messieurs », *Histoire de l'enseignement du français à l'école primaire*, Paris, Armand Colin, 1996 ; Anne-Marie Thiesse, *La création des identités nationales, Europe XVIII^e-XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1999.

8 François Walter, *Histoire de la Suisse. La création de la Suisse moderne, 1830-1930*, Neuchâtel, Éditions Alphil, t. 4, 2010.

9 Irène Herrmann, *Genève entre République et Canton. Les vicissitudes d'une intégration nationale*, Genève/Québec, Éditions Passé Présent/Presses de l'université de Laval, 2003.

sur une «conception représentationnelle de la langue qui voit cette dernière exclusivement comme outil de représentation du réel ou de la pensée»¹⁰.

Cet article se focalise ainsi sur la question des finalités attribuées respectivement aux disciplines du français et de l'allemand et ne traite que succinctement d'autres éléments constitutifs d'une discipline (savoirs, démarche d'enseignement, etc.). Pour l'allemand, l'enjeu est de mettre en exergue le processus d'implantation de cette discipline et la place qu'il acquiert dans le canon disciplinaire des langues. Quant au français, il s'agit de s'intéresser à la configuration interne de la discipline, qui est liée aux finalités assignées à cet enseignement et à une certaine conception de la langue. Il s'agit d'une perspective d'analyse à la fois externe et interne prenant en compte différentes sphères d'acteurs impliqués dans le processus de disciplinarisation. La sélection des sources a été déterminée par le choix d'appréhender à la fois la sphère politique (débat parlementaires, projets de réforme, rapports), les prescriptions administratives (programmes d'enseignement) et les discours émis par des acteurs issus du champ éducatif (via l'*Éducateur*, principale revue pédagogique romande).

I. La «réforme des Collèges» : vers un nouveau paradigme de formation

La situation scolaire au seuil de notre période de recherche peut être schématiquement décrite comme suit : au côté d'un enseignement primaire centré sur la maîtrise de compétences élémentaires («lire – écrire – compter»), on trouve des collèges réservés aux élites, dont le paradigme de formation est basé sur les humanités classiques. À partir des années 1830, apparaissent progressivement de nouvelles filières et institutions à destination d'un public nouveau et proposant des cursus sans latin. Ces filières étant d'abord exclusivement réservées aux garçons, c'est sur ce public que se concentre cet article¹¹.

La création de ces institutions répond à un besoin et à une demande qu'illustrent bien ces propos tenus lors de la création de l'école moyenne dans les années 1830 dans le canton de Vaud :

10 Bernard Schneuwly, Thomas Lindauer, Anouk Darme, Julienne Furger, Anne Monnier, Rebekka Nänni, Sylviane Tinembart, «Enseignement de la langue première "Deutsch"-«Français», Remarques sur l'histoire de la discipline en Suisse (c. 1840 à c. 1990) dans une perspective comparative», *Forumlecture.ch*, vol. 2, 2016, p. 12.

11 Des filières sans latin à destination des filles seront créées au cours des années 1840.

« Entre les écoles primaires et les écoles savantes, la jeunesse vaudoise ne trouvait aucun établissement public d'instruction, et cependant il y a dans notre pays une multitude de jeunes gens à qui les études primaires ne peuvent suffire et qui n'ont pas besoin d'études très poussées. Ce ne sont pas seulement les industriels et les négociants qui ont besoin de connaissances plus étendues, mais une foule de citoyens qui sont appelés à remplir des fonctions publiques dans leur commune, dans leur canton, dans l'ordre judiciaire et au Grand Conseil »¹².

Ces nouvelles filières et institutions vont peu à peu s'articuler en systèmes que l'on schématisera de la sorte, à la suite des travaux de Christian Alain Müller¹³ : un enseignement primaire d'une part, un cursus secondaire destiné aux élites et donnant accès au supérieur d'autre part, et enfin un cursus pour les classes moyennes donnant accès à des écoles à vocation professionnalisante ou aux cursus sans latin du secondaire supérieur. La réorganisation des collèges s'inscrit ainsi dans une logique d'ouverture du secondaire à la bourgeoisie commerçante et industrielle, dont la formation s'avère cruciale pour la prospérité économique de chaque canton.

C'est dans le cadre de la création de ces nouvelles institutions que le français change progressivement de statut et que l'allemand entre dans l'enseignement secondaire, comme l'illustre bien Anne Monnier pour le canton de Genève :

« En tentant de répondre aux besoins différenciés d'instruction des garçons après la formation élémentaire, le politique pose donc les bases d'un enseignement secondaire. Si dans les classes latines et classiques, celui-ci continue à reposer sur les humanités classiques, dans les classes françaises, il est désormais fondé sur des disciplines modernes qui regroupent à ce moment-là le français comme discipline phare, ainsi que les langues secondes, l'arithmétique, la géographie et l'histoire »¹⁴.

12 Exposé des motifs de la loi du 24 décembre 1834 instaurant les écoles moyennes, rédigé par Monnard et cité par Armand Veillon, *Les origines des classes primaires supérieures vaudoises*, Lausanne, Bibliothèque historique vaudoise, n°61, 1978, p. 19.

13 Christian Alain Müller, *Histoire de la structure, de la forme et de la culture scolaires de l'enseignement obligatoire à Genève au XX^e siècle (1872-1969)*, thèse de doctorat, université de Genève, 2007. Pour une analyse du rôle des institutions pour filles dans la construction du système d'enseignement secondaire à Genève, voir Anne Monnier, *Le temps des dissertations. Chronique de l'accès des jeunes filles aux études supérieures*, Genève, Droz, 2018. Pour un aperçu de la construction historique des systèmes scolaires cantonaux de Genève, Vaud et Fribourg, voir Viviane Rouiller, « Apprendre la langue de la majorité des Confédérés ». Une discipline scolaire, entre enjeux pédagogiques, politiques, pratiques et culturels (1830-1990), thèse de doctorat, université de Genève, 2018.

14 Anne Monnier, *Le temps des dissertations : fabrication d'un exercice au service de l'intelligence et de la culture des jeunes gens et des jeunes filles à Genève (1836-2004)*, thèse de doctorat, université de Genève, 2015, p. 83.

Comme langue étrangère, ce sera l'allemand qui s'imposera dans les cantons romands, son institutionnalisation au sein de l'instruction publique intervenant d'abord afin que l'école, institution publique et démocratique, puisse répondre à un mandat jusque-là rempli par des canaux extra-scolaires (cours privés et séjours à l'étranger) bien développés mais, pour des raisons économiques, réservés à la haute bourgeoisie.

II. La mise en place d'un enseignement public du français et de l'allemand en Suisse romande (1830-1850)

1. Débats autour de l'introduction de l'allemand

« Il y a deux opinions diamétralement opposées sur la place que l'enseignement de la langue allemande doit occuper dans le programme des études de notre jeunesse. Les uns regardent cet enseignement comme un mal inévitable, les autres comme une chose éminemment pratique, patriotique et désirable »¹⁵.

Cette phrase, écrite en 1864 par Eugène Peschier, qui donne des cours publics de littérature allemande à l'Académie de Genève, résume bien, à notre sens, l'ambivalence touchant les arguments relatifs à un enseignement public de l'allemand. En effet, l'inscription de l'enseignement de la langue allemande au programme des études secondaires, dans les années 1830, donne lieu à maintes délibérations entre les législateurs. Nous avons identifié différents arguments légitimant cette introduction, que nous avons classés en trois catégories.

Citons, en premier lieu, l'argument national et patriotique. Au-delà de son statut de langue nationale, c'est souvent son statut de langue majoritaire qui est mis en avant, dans la mesure où la Suisse allemande constitue la région culturelle et linguistique la plus peuplée et la plus étendue du pays : « La langue allemande est d'ailleurs celle de la plus grande partie de la Suisse ; puissant motif de plus, pour nous, de mettre son étude au premier rang »¹⁶. Dans le cas de cantons exclusivement francophones comme Genève ou Vaud ayant adhéré au XIX^e siècle à une Confédération helvétique majoritairement germanophone¹⁷, l'apprentissage de la langue allemande par les générations futures est donc perçu comme un moyen de rapprochement patriotique.

15 Eugène Peschier, *L'enseignement de la langue allemande dans les établissements de l'instruction publique à Genève*, Genève, Imprimerie Pfeffer & Pucky, 1864, p. 7.

16 *Séance du Grand Conseil du canton de Vaud du 9 décembre 1836*, p. 245.

17 Une adhésion qui intervient pour le canton de Vaud en 1803 et en 1815 pour Genève.

« Mais à Genève, cette étude a encore de plus un caractère patriotique. Genève est un des plus beaux anneaux de la chaîne des cantons suisses. Plus ce chaînon est brillant, plus il a besoin d'être rattaché aux autres. Or, la première condition d'une entente cordiale c'est qu'on s'entende, qu'on se comprenne »¹⁸.

Le deuxième argument est pratique et lié à un courant utilitariste visant à enseigner des savoirs utiles à une frange toujours plus nombreuse de commerçants. Dans cette perspective, les langues modernes constituent évidemment un enjeu important pour les relations commerciales, et dans le cas de la Suisse romande, l'allemand tout particulièrement en raison du développement industriel de la Suisse allemande et de l'Allemagne.

« N'est-il pas étrange que l'enseignement de la langue allemande, malgré nos relations multipliées avec les états confédérés soit encore retranché de l'instruction publique ? Que l'on ait négligé d'assurer à tous les Genevois les avantages que l'étude de cette langue leur assure dans leurs opérations commerciales, et la supériorité qu'elle établirait en leur faveur sur leurs concurrents, lorsqu'ils cherchent à s'ouvrir une carrière dans les pays où la connaissance de l'allemand est peu répandue ? Il est donc urgent que cet enseignement soit rétabli sur une base suffisante et de manière à produire des résultats positifs vraiment satisfaisants »¹⁹.

Un autre argument en faveur de l'enseignement de l'allemand, régulièrement cité au cours de cette période aussi bien à Genève que dans le canton de Vaud, a trait aux valeurs formatives que l'on assigne à l'étude de cette langue. Réputée difficile et comparable au grec de par sa structure linguistique, la langue allemande est ainsi perçue dans de nombreux discours comme pouvant être un parfait complément aux humanités classiques, dans le cadre d'un enseignement secondaire voué, avant toute spécialisation, à former l'esprit et le caractère des élèves. Autre atout de l'allemand participant à sa dimension formative, son statut de langue savante, légitimé par l'attrait scientifique exercé alors par l'Allemagne.

« La langue allemande est pour nous de la même importance que les langues anciennes. Le projet fait commencer l'allemand dans la dernière classe du collège, pour le pousser fortement dans toutes les classes qui suivent. La langue allemande est la plus originale, la plus riche et la plus flexible des langues vivantes ; celle dont la comparaison avec les langues mortes offre le

18 Eugène Peschier, *L'enseignement de la langue allemande...*, op. cit., p. 7.

19 Charles Coindet, *Observations sur le projet de loi relatif à l'organisation de l'Académie présentées au Conseil représentatif dans la séance du 13 mai 1835 par le docteur Charles Coindet, l'un des membres de la commission nommée pour l'examen du projet de loi*, Genève, 1835.

plus d'intérêt. Le champ de sa littérature s'agrandit chaque jour. Il sera bientôt aussi peu permis d'ignorer cette littérature, qu'il l'était autrefois d'ignorer les lettres classiques. Le savant ne peut plus se passer de savoir l'allemand, s'il veut se tenir au courant de la science »²⁰.

L'enseignement de la langue allemande en Romandie bénéficie ainsi de plusieurs arguments favorables à son introduction au sein des écoles secondaires. Pour autant, malgré les vertus patriotiques, utilitaires, commerciales et intellectuelles assignées à cette discipline, il y a au cours de ces mêmes années d'intenses discussions, bon nombre de contre-arguments visant non pas tant à écarter complètement son enseignement de l'école secondaire, mais plutôt à le limiter aux dernières années d'études. Nous pouvons les résumer sous différents aspects. Tout d'abord, certains parlementaires craignent une surcharge des programmes et dénoncent un nombre trop important d'objets d'études prévu pour le secondaire inférieur dans le cadre de la réforme du collège. Tel est le cas dans le canton de Vaud, dont le projet de loi inclut, à côté du latin, du grec et du français, l'allemand au programme dès les premières années d'études, ce qui suscite lors de la discussion du projet au Grand Conseil vaudois de vives réactions. Certains estiment en effet que l'apprentissage simultané de quatre langues est trop ambitieux pour le secondaire inférieur et considèrent qu'en vue d'un allègement des programmes, dans un ordre hiérarchique, c'est la discipline de l'allemand qui doit être retranchée. Ainsi, si on est désormais disposé à élargir les plans d'études aux langues modernes, la préférence va bien entendu à la langue maternelle, laquelle doit être apprise en profondeur avant d'entamer l'étude d'une seconde langue vivante.

« En effet, il est à remarquer que l'on veut faire commencer quatre langues simultanément à des enfants de l'âge de 9 à 14 ans, lorsqu'ils ne savent pas même leur langue maternelle ; sans doute ils savent la parler, mais ne la connaissent pas d'une manière scientifique ; à cet égard, on ne doit pas perdre de vue que cette étude prendra un temps considérable aux élèves, car elle présente beaucoup de difficultés. Ne voit-on pas beaucoup de gens qui se piquent d'avoir reçu une bonne éducation, venir faire des fautes graves dans des écrits ? La langue allemande, n'ayant pas de rapport avec les trois autres langues, est évidemment au-dessus des forces des élèves de 9 ans »²¹.

20 *Séance du Grand Conseil du canton de Vaud du 9 décembre 1836*, p. 245.

21 *Ibid.*, p. 371.

En outre, bien que l'on reconnaisse désormais l'utilité de l'enseignement des langues modernes, les discussions autour de l'élaboration des lois scolaires sur le collège au cours des années 1830 montrent clairement que les humanités classiques doivent constituer le pivot central des études secondaires.

« Les langues et les lettres grecque et latine forment un élément caractéristique des études d'un collège. Le langage est créé à l'image de la pensée. Apprendre les langues, c'est apprendre à penser. Les langues classiques ont, sous ce rapport, un grand avantage sur les autres langues : on les étudie avec un plus grand effort d'attention que les langues modernes : leurs formes sont plus précises et plus complètes »²².

Enfin, précisons encore que si l'enseignement de l'allemand se légitime alors pour certains par des raisons commerciales, d'autres estiment que dans cette perspective la primauté ne va pas nécessairement à la langue allemande, l'anglais ou l'italien étant à leurs yeux plus utiles.

À travers ces arguments et contre-arguments, il apparaît bien que l'enseignement public de l'allemand est sujet à de nombreuses discussions. Néanmoins, celui-ci est finalement inscrit dans les lois scolaires portant sur les collèges genevois et vaudois. Alors que la même période voit également l'élaboration de nouvelles lois relatives à l'enseignement primaire, l'étude de l'allemand, malgré son statut d'idiome national, n'est pas retenue au niveau de l'école élémentaire, en raison notamment de la crainte d'une surcharge du programme et du souci d'afficher une distinction claire entre les deux filières scolaires que sont le primaire et le secondaire. Ainsi, en dépit du profil plurilingue de la Suisse, l'introduction en terres romandes d'un enseignement public d'une deuxième langue nationale s'opère uniquement à l'échelle du degré secondaire, suivant alors l'exemple de la plupart des pays européens en ce qui concerne l'enseignement des langues étrangères²³.

Contrairement au français qui, nous allons le voir, ne constitue d'abord pas une branche en soi, l'allemand, dans les programmes, apparaît d'emblée comme une seule et même matière d'enseignement. En outre, si les finalités d'ordre politique, national et pratique qui lui sont rattachées ont participé à

22 Séance du Grand Conseil du canton de Vaud du 22 novembre 1836, p. 237.

23 Pour la France, voir notamment Monique Mombert, *L'enseignement de l'allemand en France*, op. cit. ; Marie-Pierre Pouly, « La promotion d'un savoir utile dans l'ordre scolaire français de la Troisième République. Le cas des langues étrangères », *Cahiers de la recherche sur l'éducation et les savoirs*, n°6, 2007, p. 119-134 ; Philippe Savoie, *La construction de l'enseignement secondaire*, op. cit.

son inscription au sein des études secondaires, la forme que prend son étude, au cours des premières décennies suivant son introduction, atteste avant tout de la prédominance de la finalité formative : un enseignement par principes, centré sur l'étude de la grammaire et censé, à l'instar des langues anciennes, favoriser chez l'élève un processus de gymnastique intellectuelle et de formation de l'esprit²⁴. Aussi, en se calquant sur le mode d'apprentissage du latin ou du grec, l'allemand, langue moderne mais réputée difficile, participe-t-il à l'affermissement des collèges et des gymnases encore résolument tournés vers les humanités classiques.

2. Statut des enseignements relatifs au français

Tandis que l'introduction de l'enseignement de l'allemand se fait en Suisse romande d'abord par le biais de l'enseignement secondaire, la constitution du français en discipline gagne à être appréhendée sur l'ensemble du système scolaire (ordre primaire et secondaire) car, comme le met en évidence Savatovsky,

« [...] l'invention du *français* procède aussi d'une redéfinition des rapports que ces ordres entretiennent entre eux au travers des exercices qu'ils partagent, des savoirs qu'ils échangent, des modèles d'organisation pédagogique qu'ils adoptent parfois conjointement, parfois séparément, parfois diversement »²⁵.

Les textes législatifs (lois et règlements) de la première moitié du XIX^e siècle prescrivent des « objets d'enseignement », le terme de « branche » n'apparaissant pas dans les documents officiels pour le primaire avant le dernier tiers du XIX^e siècle²⁶. Dans ces derniers, les enseignements relatifs au français prennent la forme d'objets indépendants et déconnectés : dans les lois et règlements scolaires promulgués au cours des trente premières années du XIX^e siècle sont prescrits au primaire la lecture (maîtrise du mécanisme et lecture courante)

24 Les moyens d'enseignement dédiés à cette étude semblent alors exclure l'ambition de dispenser un enseignement qui vise à un apprentissage oral de la langue, utile en vue de favoriser un rapprochement patriotique des Romands avec leurs compatriotes alémaniques ou de préparer à de futures carrières dans le domaine du commerce. En effet, l'enseignement de l'allemand oral est alors considéré par beaucoup d'enseignants comme trop difficile, laissant ainsi de côté la pratique orale de la langue, supposée s'acquérir par un apprentissage naturel, notamment par le biais d'un voyage linguistique.

25 Dan Savatovsky, « Le français, matière ou discipline? », *Langages*, n° 120, 1995, p. 56.

26 Concernant le secondaire, Anne Monnier, *Le temps des dissertations...*, op. cit., précise que les deux dénominations – « branche » et « objets d'enseignements » – alternent dès la première moitié du XIX^e siècle. Par ailleurs, au primaire comme au secondaire, le terme « discipline » n'apparaît pas dans les différents documents prescriptifs avant le XX^e siècle.

d'une part et un enseignement élémentaire de la grammaire permettant la maîtrise des principales règles orthographiques d'autre part.

Les différentes propositions de réforme des collèges et les débats qui en résultent dans les années 1830 mettent en évidence la tension entre deux principes que les rédacteurs des projets de réforme cherchent à concilier : répondre à une attente sociale des classes destinées aux carrières industrielles et commerciales sans nuire pour autant aux études classiques et au latin qui en est la base essentielle, le français étant dans ce cadre un auxiliaire du latin.

« Beaucoup de personnes comprennent encore l'utilité de cette langue admirable, comme exercice constant pour l'intelligence de l'élève, qu'elle force sans cesse à raisonner; comme moyen peut-être unique de bien savoir la langue maternelle, qu'elle a si essentiellement contribué à former; comme propre à développer les premiers germes du goût pour le beau, en mettant à sa portée tant des chefs-d'œuvre que l'art moderne n'a jamais pu surpasser; enfin, comme lui donnant entrée dans cet ordre de connaissances que l'on a longtemps regardées comme supérieures à toutes les autres, comme essentiellement propres à ennoblir, à fortifier l'âme et la pensée de l'homme, pour lesquelles on avait réservé ce beau nom d'humanités »²⁷.

Toutefois, l'idée que la langue maternelle doive être plus amplement étudiée pour elle-même, et puisse servir également au développement de l'intelligence et de la pensée de l'élève émerge dès les années 1830-1840, même si les propositions émises dès cette époque se concrétiseront dans la deuxième moitié du XIX^e siècle :

« Une étude forte de la langue maternelle importe donc dans tous les systèmes, et en chaque système dans toute la mesure qu'il comporte, comme en chaque école selon tous les moyens dont elle dispose. Il faut que l'élève y soit appliqué de bonne heure; que, de bonne heure, il lise avec soin quelques-uns des plus excellents morceaux de nos classiques; que la grammaire et la synonymie sortent, pour lui, toutes vivantes de ces exercices bien dirigés, enfin que la méthode recommandée par Rollin, et dont il a donné les règles et l'exemple dans le 1^{er} volume de son *Traité des Études*, soit introduite dans toutes les écoles consacrées à la culture supérieure; "cette méthode", ai-je dit ailleurs, "qui décompose sans cesse pour apprendre à l'élève à composer à son tour, et qui recueille sur son passage tout ce que le morceau qu'on vient de lire offre de remarquable en beautés, en défauts, en application des règles grammaticales, en rapports avec d'autres morceaux connus" »²⁸.

27 Rapport fait au conseil représentatif par M. le Professeur Macaire-Prinsep, au nom de la commission nommée pour l'examen du projet de loi sur les Collèges de Genève et de Carouge, Genève, 1836, p. 23.

28 Alexandre Vinet, *De l'étude de la langue maternelle dans les écoles publiques*, Bâle, J. C. Neukirch, 1834, p. 18-19.

3. Émergence de la remise en cause des humanités classiques

Dans la seconde moitié du XIX^e siècle, des critiques de plus en plus vives se font entendre à l'égard de l'enseignement secondaire et notamment du paradigme des humanités classiques sur lequel il est fondé. Des articles faisant état de ces critiques paraissent de manière récurrente dans *L'Éducateur*, principale revue pédagogique publiée en Suisse romande, entre 1865, année de sa création, et le tournant du XX^e siècle. Ces articles abordent principalement deux thèmes : la réforme de l'enseignement secondaire, que les auteurs publiaient dans *L'Éducateur* appellent de leurs vœux, et le raccordement entre écoles primaires et secondaires, ces thématiques étant le plus souvent liées, l'obstacle principal à l'accès au secondaire pour les élèves des classes populaires et moyennes à la sortie du primaire étant la prépondérance accordée aux langues classiques dans les filières les plus prestigieuses.

Du point de vue de l'enseignement des langues, une première thématique récurrente est liée à la place prépondérante du grec et du latin dans l'enseignement secondaire. Cette thématique est de fait presque toujours reliée à la question de l'enseignement des langues vivantes, et plus particulièrement du français, puisqu'on reproche aux langues classiques d'être enseignées au détriment de la langue et de la littérature française. Fait intéressant, la question de la place de l'enseignement du français dans le cursus secondaire n'est pas reliée à une finalité patriotique ou identitaire mais bien à une finalité pratique, à savoir son utilité pour la vie après l'école, jugée supérieure à la maîtrise du latin et du grec : « on ne se fait pas toujours littérateur en sortant du collège ; les citations et les vers latins sont vite oubliés dans la vie pratique », affirme-t-on lors d'une conférence donnée aux enseignants du secondaire vaudois et rapportée par Louis Mogeon dans *L'Éducateur*²⁹. Cette question fondamentale – à quoi doit servir l'enseignement secondaire ? Le paradigme des humanités classiques est-il toujours adapté aux sociétés modernes ? – est de fait très souvent reliée à celle des contenus, et plus particulièrement des corpus de textes sur lesquels se fonde l'enseignement du français. Sont ainsi remis en cause la pertinence de l'enseignement des vers latins et des textes de l'Antiquité, auquel il faudrait substituer l'étude et l'explication des grands écrivains modernes. Plus fondamentalement, la méthode mobilisée pour mener les élèves à la maîtrise de l'écrit en français – à savoir l'étude des textes

29 Louis Mogeon, « La réforme de l'enseignement secondaire », *L'Éducateur*, t.26, cahier n° 8, 1890, p. 138.

antiques, le passage par la traduction des auteurs latins et grecs, et la pratique du discours – est sérieusement remise en question. C'est dans ce contexte de remise en cause du paradigme des humanités classiques qu'évolue à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle l'enseignement de l'allemand et du français.

III. Évolution de l'enseignement de l'allemand et du français (1850-1900)

1. Progressive généralisation de l'allemand au secondaire

Si l'on s'intéresse à Genève tout d'abord, précisons que si la loi scolaire de 1836 réorganisant le secondaire introduit bien la discipline de l'allemand, c'est d'abord sous la forme de deux cours facultatifs durant trois années chacun, l'un destiné aux classes françaises et latines inférieures, l'autre aux classes latines supérieures. Cette entrée prudente de l'enseignement de l'allemand dans le secondaire genevois s'explique principalement par la crainte d'alourdir les programmes. Pour autant, le caractère facultatif assigné à la discipline ne semble d'abord pas avoir de conséquences néfastes sur la participation à son enseignement, puisque 64 % des 327 élèves inscrits choisissent de le suivre en 1837³⁰. Toutefois, on note un net recul dans les années suivantes, ce qui amène les autorités scolaires à rendre le cours d'allemand obligatoire, en 1844 pour les classes françaises et en 1848 pour les classes latines. L'obligation est alors légitimée par trois arguments principaux : être capable d'un raisonnement avec une autre langue que la langue maternelle, favoriser le rapprochement patriotique et remédier aux inconvénients soulevés par les cours facultatifs, tant au niveau de la discipline que de la fréquentation.

Malgré le caractère obligatoire de son enseignement, la part de l'allemand dans le cursus secondaire diminue au cours des années 1850-1860, puisqu'il est repoussé d'une année aussi bien dans les classes françaises que classiques, ainsi qu'au collège industriel et commercial, toujours dans le souci de ne pas multiplier trop tôt l'apprentissage d'un nombre trop important de langues, la primauté allant d'abord à la langue maternelle et au latin. Il faudra attendre les années 1870 pour que l'enseignement de l'allemand se stabilise véritablement au sein des écoles secondaires genevoises. Dans le canton

30 Blaise Extermann, *Une langue étrangère et nationale, histoire de l'enseignement de l'allemand en Suisse romande*, Éditions Alphil, 2013, p. 69.

de Vaud en revanche, cet enseignement semble plus stable, puisqu'il est enseigné de manière systématique et obligatoire à partir de 1839 au collège de Lausanne, variant entre trois et quatre heures de leçons hebdomadaires selon les années d'études³¹. Notons néanmoins qu'il n'en est pas toujours de même en ce qui concerne les collèges communaux hors de Lausanne. Ainsi, en dépit de l'introduction de la discipline dans les programmes dès 1834, son enseignement effectif et régulier dans certains de ces établissements ruraux ne se fait que bien des années plus tard, notamment en raison de restrictions financières ou d'un nombre d'enseignants trop réduit. Nous l'avons dit pour Genève, l'enseignement de l'allemand se généralise dans les écoles secondaires au cours des années 1870 et ceci est aussi vrai pour toute la Suisse romande. Dès lors, jusqu'à la fin de la période qui nous intéresse, il ne subit, hormis de légères fluctuations, aucun réel changement quant à sa place au sein du cursus scolaire. Afin d'illustrer la place qui est désormais la sienne dans les programmes, nous avons retranscrit ici la dotation horaire de la discipline de l'allemand au regard des autres langues dispensées, en nous basant sur les programmes du collège de Genève et du collège cantonal vaudois au cours de la même période, soit autour du milieu des années 1880.

Branches d'enseignement	7 ^e (9-10 ans)	6 ^e (10-11 ans)	5 ^e (11-12 ans)	4 ^e (12-13 ans)	3 ^e (13-14 ans)	2 ^e (14-15 ans)	1 ^{re} (15-16 ans)
Français	15 h	8 h	5 h	4 h	4 h	4 h	4 h
Latin	-	8 h	10 h	9 h	7 h	7 h	7 h
Grec	-	-	-	1 h	7 h	7 h	7 h
Allemand	-	-	2 h	4 h	4 h	4 h	4 h

Tableau 1 : collège de Genève, section classique - distribution des heures hebdomadaires entre les différentes langues enseignées en 1885

Branches d'enseignement	7 ^e	6 ^e	5 ^e	4 ^e	3 ^e	2 ^e	1 ^{re}
Français	10 h	6 h	6 h	5 h	5 h	5 h	5 h
Latin	-	9 h	7 h	9 h	6 h	6 h	6 h
Grec	-	-	-	4 h	5 h	5 h	6 h
Allemand	2 h	2 h	4 h	4 h	4 h	4 h	4 h

Tableau 2 : collège cantonal (Vaud) - distribution des heures hebdomadaires entre les différentes langues enseignées en 1888

31 *Idem*.

La répartition des heures respectivement dédiées aux différentes langues enseignées au sein des cursus classiques genevois et vaudois montre que l'enseignement de l'allemand occupe une place non négligeable dans les deux cas, bien qu'il débute deux ans plus tôt dans le canton de Vaud. Toutefois, en concordance avec les grandes finalités de l'époque déjà évoquées, une place bien plus importante est laissée à l'étude de la langue maternelle. L'écart est encore plus grand vis-à-vis du latin, dont la prédominance souligne bien la mission formatrice assignée au collège. Le rapport, en termes de dotation horaire, apparaît quant à lui plus équilibré entre le grec et l'allemand. Un fait qui semble pouvoir s'expliquer par l'idée alors répandue que l'étude de la langue de Goethe, de par sa difficulté et sa structure linguistique en certains points comparable à l'idiome grec, présentait les mêmes vertus formatives que l'étude de ce dernier³².

Si nous nous intéressons maintenant au cursus industriel et commercial, nous voyons que l'allemand y occupe une place de choix puisqu'il est l'une des branches les plus enseignées après le français et couvre l'ensemble du cursus. Hormis l'anglais qui apparaît au programme des deux dernières années de l'école industrielle cantonale, l'allemand est également la seule langue étrangère enseignée, attestant ainsi de la reconnaissance de son utilité en Suisse romande en vue de futures carrières dans le secteur industriel et commercial.

Branches d'enseignement	7^e (9-10 ans)	6^e (10-11 ans)	5^e (11-12 ans)	4^e (12-13 ans)	3^e (13-14 ans)	2^e (14-15 ans)	1^{re} (15-16 ans)
Français	15 h	11 h	8 h	7 h	8 h	3 h	3 h
Allemand	-	3 h	5 h	5 h	5 h	5 h	4 h
Anglais	-	-	-	-	-	3 h	3 h

Tableau 3 : collège de Genève, section industrielle et commerciale - distribution des heures hebdomadaires entre les différentes langues enseignées en 1885

Branches d'enseignement	6^e (9-10 ans)	5^e (10-11 ans)	4^e (11-12 ans)	3^e (12-13 ans)	2^e (13-14 ans)	1^{re} (14-15 ans)
Français	9 h	9 h	8 h	6 h	5 h	4 h
Allemand	2 h	2 h	4 h	4 h	4 h	4 h

Tableau 4 : école industrielle cantonale, division inférieure (VD) - distribution des heures hebdomadaires entre les différentes langues enseignées en 1887

32 Blaise Extermann, *Une langue étrangère et nationale*, op. cit.

Pour conclure ces quelques considérations sur l'évolution de la place de l'enseignement de l'allemand au sein des écoles secondaires genevoises et vaudoises, nous pouvons souligner que sa généralisation ne se fait certes pas sans obstacles, notamment en raison de l'importance que l'on accorde encore aux humanités classiques au cours de la deuxième moitié du XIX^e siècle. Toutefois, à l'inverse d'autres langues étrangères initialement prévues lors de la réforme des collèges et proposées finalement sous forme d'enseignement facultatif, l'allemand réussit à se maintenir dans le plan d'études grâce aux finalités éducatives, nationales et utilitaires qu'on lui assigne.

2. Le français : une discipline au service de l'expression de la pensée

En guise de préambule, précisons que le processus de constitution du français en discipline présente de grandes similarités pour le primaire et le secondaire. Globalement, la discipline se met progressivement en place au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle autour de trois pôles : la composition d'une part, la lecture/littérature de l'autre, enfin le travail sur la langue (grammaire et orthographe essentiellement). La comparaison des analyses relatives à différents aspects de la discipline du français effectuées par différents membres de l'équipe ERHIDIS de l'université de Genève³³ met en évidence une diversification et une articulation progressive des différentes composantes du français, qui ont comme aboutissement la composition.

Concernant le primaire, l'enseignement grammatical est progressivement mis au service de celui de la composition dans la seconde moitié du XIX^e siècle, sous l'influence d'un pédagogue fribourgeois, le Père Girard, qui élabore un dispositif proposant un enseignement articulé des différentes composantes de la langue maternelle (syntaxe, vocabulaire, conjugaison, composition), au service de l'expression de la pensée et du développement intellectuel et moral de l'élève. Ce dispositif est sous-tendu par une conception représentationnelle de la langue : la composition constitue dans ce cadre la forme par excellence de l'expression de la pensée et le texte y est appréhendé en dehors de toute

33 Parmi les travaux réalisés, nous citerons entre autres : Anouk Darme, *Enseigner la grammaire pour développer l'expression de la pensée ? Éléments d'histoire de la grammaire scolaire en Suisse romande (1830-1990)*, thèse de doctorat, université de Genève, 2018 ; Anne Monnier, *Le temps des dissertations...*, op. cit. ; Bernard Schneuwly, «Forme-t-on au même rapport à la langue des deux côtés de la Sarine ? Premières explorations dans les livres de lecture durant un siècle», *Forumlecture.ch*, vol. 2, 2016 ; Sylviane Tinembart, *Le manuel scolaire de français, entre production locale et fabrique de savoirs. Le cas des manuels et de leurs concepteurs dans le canton de Vaud au XIX^e siècle*, thèse de doctorat, université de Genève, 2015.

dimension communicative. Autrement dit, le texte est conçu comme une « suite de pensées »³⁴ et la proposition comme « unité de pensée », faisant dès lors de la grammaire, dont l'enseignement de la proposition est l'objet, une composante fondamentale du français. Au secondaire, on observe une transformation de la composition, qui devient également sous-tendue par une conception représentationnelle de la langue et de son enseignement³⁵.

On observe ainsi au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle un glissement de la composition vers le secondaire, puis le primaire. En effet, les exercices de composition, réservés aux dernières années du collège dans les programmes genevois des années 1830, sont progressivement étendus aux degrés inférieurs à partir de la fin des années 1840, et arrivent au primaire à partir des années 1850, d'abord timidement par le biais d'exercices de rédaction en dernière année, puis massivement à partir des années 1880 selon une progression qui va de la production de groupes nominaux à celles de propositions simples et complexes, pour aboutir à celles de textes, majoritairement des narrations et des descriptions. L'organisation progressive du dispositif d'enseignement du français autour de la composition permet un raccordement des deux ordres d'enseignement; elle devient également un principe organisateur des différentes composantes du français (lecture, vocabulaire, grammaire, orthographe, conjugaison, composition) : la lecture comme réservoir d'idées et de modèles stylistiques et la grammaire comme moyen de maîtriser la langue écrite y jouent un rôle prépondérant.

« Pour le secondaire, les plans d'études édités chaque année dans chaque institution à Genève notamment, font état également d'une institutionnalisation progressive de la discipline "français" qui se met en place d'abord au secondaire inférieur avec l'instauration des classes françaises au collège dès 1836, puis monte au secondaire supérieur dès 1886, en remplacement du cours de rhétorique et de littérature qui disparaît des programmes. Celle-ci s'organise sur les mêmes composantes qu'au primaire, mais dans des proportions différentes : la composition et la littérature prennent dans la division inférieure du secondaire une importance plus grande, l'emportant sur le vocabulaire, la grammaire et la conjugaison, pour devenir au niveau gymnasial les deux domaines principaux du français »³⁶.

34 Cette appréhension relativement minimaliste du texte est particulièrement prégnante au primaire, l'aboutissement de l'enseignement de la composition étant au secondaire la dissertation, comme l'a mis en évidence Anne Monnier, *Le temps des dissertations...*, op. cit. pour le canton de Genève.

35 Anne Monnier, *Le temps des dissertations...*, op. cit.

36 Bernard Schneuwly et al., « Enseignement de la langue première "Deutsch"-«Français»... », art. cit.

Par ailleurs, l'importance accordée à la finalité morale diminue sensiblement dans les ouvrages prescrits en Suisse romande à partir de la fin du XIX^e siècle et semble se faire au profit de la montée de la finalité littéraire dans les ouvrages pour l'enseignement grammatical. Dans les livres de lecture et les corpus de textes prescrits au collège, on voit également entrer davantage d'auteurs romands.

3. La question de l'introduction de l'allemand au primaire vis-à-vis de la langue maternelle

Comme le montrent les discours tenus, au cours des années 1830, sur l'introduction de l'étude de l'allemand au sein des programmes de l'enseignement secondaire, cette dernière est fréquemment envisagée dans son rapport avec les autres langues vouées à y être dispensées, soit pour en montrer l'utilité, soit au contraire pour la remettre en cause. Si, au cours de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'affiliation ou l'opposition de l'allemand vis-à-vis des langues mortes se fait progressivement plus rare, les humanités modernes prenant de l'importance, il n'en n'est pas de même à l'égard de la langue maternelle. Ainsi, plusieurs voix continuent à mettre ces deux enseignements en parallèle, en particulier en ce qui concerne l'enseignement primaire, laissant entrevoir entre eux des rapports ambivalents que nous illustrerons ici par deux exemples, l'un vaudois, l'autre genevois.

Comme nous l'avons évoqué, l'organisation de l'instruction publique des années 1830 avait cantonné l'étude de la deuxième langue aux études secondaires, sans susciter de grandes discussions quant à une éventuelle introduction de cet enseignement au degré primaire. À l'échelle du canton de Vaud, une première initiative visant à inscrire officiellement la langue allemande au programme du primaire est lancée, en 1899, lors de la révision de la loi sur l'instruction primaire. C'est le souhait émis par deux députés, membres de la commission chargée de rapporter au Grand Conseil le projet de loi, lesquels proposent d'introduire comme branche obligatoire dans les classes supérieures de l'école primaire les éléments de la langue allemande³⁷. Parmi les arguments avancés, la contribution de l'enseignement de l'allemand au développement intellectuel de l'enfant avec l'idée que cet enseignement complète l'étude de la

37 Précisons que certaines écoles primaires de Lausanne, à titre individuel, dispensent alors déjà des leçons facultatives d'allemand.

langue maternelle et facilite la compréhension de cette dernière par comparaison. Toutefois, cette proposition est vivement contestée lors des discussions sur le projet de loi au Grand Conseil vaudois. En effet, si la plupart des députés, à cette occasion, admettent sur le plan théorique les avantages que pourrait apporter un enseignement précoce de l'allemand, du point de vue pratique il en est tout autre. Comme quelques décennies plus tôt, en matière d'enseignement des langues vivantes, c'est toujours celui de la langue maternelle qui doit avoir le monopole au degré primaire.

Cependant un autre argument est avancé par les deux députés favorables à l'étude de l'allemand aux degrés supérieurs de l'école élémentaire : la crainte de placer le canton en situation d'infériorité d'un point de vue tant politique qu'économique :

«Travaillant pour l'avenir, nous craignons que l'influence du canton de Vaud ne s'amodrisse, pour nous être emprisonnés dans notre langue. Parce qu'ils ne connaissent pas la langue allemande, nous voyons nos jeunes gens peu à peu exclus de carrières nombreuses et honorables [...] les relations commerciales rendues difficiles ; les malentendus en politique s'engendrer. Tout cela parce que nous n'avons pas voulu apprendre la langue qui est celle des quatre cinquièmes de la population suisse, langue qui est, depuis 1870, la langue du vainqueur, et qui sera, dans cinquante ans, la langue de quatre-vingt-dix millions d'individus, tandis que le français sera celle de quarante millions seulement. Être la minorité, n'être pas compris et ne pouvoir comprendre, c'est se condamner à disparaître»³⁸.

Parmi les raisons invoquées, l'importance de la langue allemande à l'échelle internationale, appuyée encore par l'issue de la Guerre franco-allemande de 1870, l'expression relative à la «langue du vainqueur» faisant ainsi écho à une représentation similaire en France vis-à-vis de ce même idiome³⁹. Outre cet aspect dépassant les frontières nationales, c'est bien la question du rapport de force au sein même de la Suisse qui est posée par les deux rapporteurs. Ainsi,

38 *Grand Conseil du canton de Vaud, Exposé des motifs, rapports de la commission et projet de loi sur l'instruction publique primaire*, 1889, p. 72-73.

39 Comme le note Jacques Brethomé, la guerre franco-prussienne engendre, en France, une prise de conscience : «elle fait sortir le débat sur les langues vivantes du monde étroit des spécialistes pour le porter sur la place publique. Elle agit comme catalyseur, d'autant que la défaite a été ressentie en France avant tout comme la victoire de l'organisation, de la technique, de l'industrie, de la science et de la pensée allemandes. La communauté de destin entre langues vivantes et essor industriel et scientifique qui s'affirmait déjà sous le Second Empire apparaît encore plus évidente». Il en résulte une forte augmentation des élèves apprenant l'allemand. Voir Jacques Brethomé, «Le professeur d'allemand, 1850-1880. La longue marche d'intégration dans le corps enseignant», *Histoire de l'éducation*, n° 106, 2005, p. 60.

l'enseignement précoce de l'allemand à l'école doit contribuer à la défense de la minorité romande, sans quoi cette dernière se maintiendrait dans un « état d'infériorité politique, économique et intellectuelle vis-à-vis [des] Confédérés de la Suisse allemande. »⁴⁰ Cet argument visant à ne pas limiter le seul ordre d'enseignement fréquenté par tous les enfants à l'enseignement de la simple langue maternelle se voit aussitôt réfuté par la voix du député Henri Carrard. Selon ce dernier, la question d'une infériorité économique ne se pose pas, considérant que la plupart des jeunes Vaudois feront ensuite carrière en Romandie et non en Suisse alémanique. De même, l'éventualité d'une infériorité politique et intellectuelle des Romands se doit d'être remise en cause, non par l'étude d'un idiome étranger, mais, à l'inverse, par un apprentissage plus poussé de la langue française, à laquelle le même député attribue une valeur intellectuelle et culturelle supérieure à celle de l'allemand :

« Infériorité politique ? Oui il y a comme on le dit une cause de lutte entre les deux parties de la Suisse, c'est la différence de langue. Mais veut-on que dans un but d'apaisement, nous adoptions un idiome unique : le français fédéral ? Ou veut-on que nous abandonnions notre langue pour apprendre celle de nos confédérés ? Sans doute apprendre une langue étrangère élargit l'esprit et pour ma part, j'ai toujours été rempli d'admiration en lisant une de ces belles phrases allemandes qui s'étalent sur dix ou douze lignes d'impression et, songeant à l'auteur, je me disais : quel souffle ce M. possède ! Mais si je compare la langue allemande confédérée comme une arme dans la lutte pour l'existence à d'autres langues, à la langue française par exemple, je pourrais comparer l'allemand à un sabre et le français à une épée fine et acérée. Celui qui veut faire de l'escrime doit désirer connaître les deux armes, mais vous qui êtes chargés de diriger l'éducation des écoles primaires vous ne donnerez pas à vos enfants un fleuret dans la main droite et une épée dans la gauche pour qu'ils s'escriment comme ils pourront. Nous avons dans le français une arme admirable dont nous ne tirons peut-être pas tout le parti que nous pourrions en tirer parce que nous ne la connaissons pas assez. Du jour où nous serons maîtres de notre langue, nous serons supérieurs par le délié de l'esprit à ceux qui parlent la langue allemande. C'est pourquoi je ne voterai pas l'amendement de la majorité de la commission »⁴¹.

Finalement, notons que si certains députés envisagent, au cours de ces débats animés, d'inscrire dans la future loi l'enseignement de la langue allemande comme branche facultative à l'école primaire, cette alternative ne

40 *Grand Conseil du canton de Vaud, Exposé des motifs, rapports de la commission et projet de loi sur l'instruction publique primaire*, 1889, p. 76.

41 *Séance du Grand Conseil du canton de Vaud du 31 janvier 1889*, p. 804.

sera finalement pas retenue, les soucis pédagogiques, pratiques et culturels primant sur des considérations plus politiques et économiques. Ainsi, la conviction selon laquelle il convient d'abord de se limiter exclusivement à l'apprentissage de la langue maternelle reste alors bien tenace et va encore perdurer longtemps, comme l'atteste le second exemple concernant, cette fois-ci, le canton de Genève.

Alors qu'en 1899 le canton de Vaud se refuse à légiférer quant à une introduction de l'allemand au degré primaire, les autorités genevoises ont déjà décrété, en 1886, cet enseignement comme obligatoire aux degrés supérieurs de l'école élémentaire, cela principalement pour des raisons politiques et économiques. Pour autant, l'enseignement de la deuxième langue au primaire genevois sera par la suite encore sujet à de nombreuses discussions et soumis à plusieurs réajustements. Tel est le cas en 1911 lorsque le Conseil d'État, soucieux d'améliorer la scolarité obligatoire, soumet au Grand Conseil un projet de modification de la loi sur l'instruction publique, en vue de développer l'instruction populaire⁴². Les changements notables envisagés par ce nouveau texte sont les suivants : parer à l'insuffisance de l'école complémentaire en allongeant le temps de la scolarité obligatoire jusqu'à 14 ans, améliorer les conditions matérielles des régents, instaurer des cours obligatoires pour les apprentis, améliorer l'enseignement de la langue maternelle et finalement alléger le programme du primaire. Pour réaliser ce dernier point, le projet propose alors de supprimer l'enseignement obligatoire de l'allemand à l'école élémentaire pour le rendre facultatif, une requête préalablement soumise unanimement par la Conférence des inspecteurs de l'école primaire genevoise. Parmi les raisons invoquées, des résultats jugés insatisfaisants lorsque cet enseignement se limite à l'école primaire. Par conséquent, celui-ci ne s'avère profitable qu'à ceux qui poursuivent ensuite des études secondaires. Mais surtout, par la suppression de l'allemand obligatoire, il s'agit d'améliorer le niveau de maîtrise du français qui reste trop modeste chez certains enfants. En ce sens, l'enseignement d'une deuxième langue, soit l'allemand, est alors considéré comme un obstacle à une telle réalisation, comme l'évoque un député lors du débat parlementaire dédié à cette épineuse question :

42 Christine Jordi, *Analyse des objectifs de l'enseignement des langues étrangères. L'allemand dans le primaire genevois : débats autour de son enseignement (de 1848 à 1923)*, mémoire de licence, université de Genève, 2003.

« Avant de vouloir imposer l'enseignement de la langue allemande, on devrait commencer par imposer l'enseignement du français, parce que tous nos enfants doivent commencer par se servir de leur langue maternelle. Ils ont en besoin dans leurs rapports journaliers avec autrui et ce n'est que la minorité qui aurait besoin dans ses relations commerciales de la langue allemande. [...] Si le temps fait défaut pour apprendre la langue française, il faut sacrifier des branches qui lui sont moins indispensables »⁴³.

À cet argument relatif à l'utilité respective de l'usage de ces deux idiomes, plusieurs voix ripostent. Certains députés, de même que la presse locale, font valoir des considérations d'ordre pédagogique (la difficulté de la langue allemande nécessite d'en commencer l'étude tôt), national (à travers la volonté de maintenir le lien avec la majorité des Confédérés), et économique (sous peine de placer les Genevois en situation d'infériorité vis-à-vis des Suisses quant à l'accès à certaines professions, notamment dans les administrations fédérales). Finalement, la suppression de l'allemand poserait également un problème de raccordement avec le collège où cet enseignement était obligatoire. Autant de contre-arguments qui porteront leurs fruits puisqu'au terme de ce débat nourri, le statut obligatoire de l'étude de la deuxième langue sera maintenu au primaire. Pour autant, d'autres débats relatifs à la coexistence de l'enseignement du français langue maternelle et de l'allemand langue étrangère auront encore lieu au cours du siècle suivant, lesquels, à la fin des années 1920, prendront la forme d'un rejet appuyé du bilinguisme.

Ces deux exemples montrent donc que, si l'enseignement de l'allemand est parfois présenté comme un auxiliaire pouvant favoriser l'apprentissage de la langue maternelle, son étude précoce est davantage perçue comme un obstacle à une bonne acquisition du français. De même, alors que certains assignent à la branche scolaire de l'allemand des vertus visant à une cohésion nationale, d'autres considèrent que le sentiment d'appartenance se joue avant tout à travers une bonne pratique de la langue maternelle.

Conclusion

Si dès les années 1830 la discipline de l'allemand bénéficie de nombreux arguments légitimant son enseignement dans les écoles secondaires romandes, son implantation n'en suscite pas moins des débats et ne se fait pas sans

43 *Mémorial du Grand Conseil genevois*, séance du 22 mars 1911, p. 703-704.

entraves, cela en dépit de son statut de langue nationale. Cela s'explique par différents facteurs : le profil plurilingue de la Suisse au sein duquel la langue ne constitue pas forcément, comme dans le cas d'un pays monolingue, le facteur d'identification par excellence ; la persistance des humanités classiques malgré une ouverture progressive aux humanités modernes qui permet néanmoins l'implantation progressive de l'enseignement des langues vivantes au sein du cursus du collège. Cette implantation ne se fait pas sans résistances mais, à l'inverse d'autres langues étrangères telles que l'anglais ou l'italien, l'allemand réussit dès la fin du XIX^e siècle à s'ancrer durablement dans le degré secondaire. Pour sa part, la discipline du français se constitue progressivement et parallèlement dans les deux ordres d'enseignement tout au long du XIX^e siècle et se stabilise au début du XX^e siècle, sous la forme d'un dispositif qui a comme aboutissement l'expression de la pensée à travers la composition :

« Très globalement on pourrait dire [...] que dans la région francophone, le travail sur la langue, y compris sous sa forme littéraire, joue un rôle plus important. La langue y est instaurée en tant qu'objet d'identification, comme modèle à admirer et à suivre : de là l'insistance sur le choix de textes littéraires, le travail systématique à partir de et sur cette langue, le rapport étroit entre grammaire et composition ; l'importance persistante sur les genres jusque dans les approches récentes »⁴⁴.

Ainsi, la progressive ouverture du secondaire à de nouveaux publics, qui se concrétise par la création de cursus modernes sans latin, entraîne un changement substantiel dans le statut de l'enseignement du français comme de l'allemand, changement de natures cependant différentes. Dans le cas de ces deux enseignements, de nouvelles finalités leur sont assignées, lesquelles se superposent, entrent en interaction et, parfois, en conflit. Toutefois, l'apparition de ces nouvelles finalités repose sur des ressorts différents : pour l'allemand, la valeur formative qu'on lui attribue désormais est induite par l'institutionnalisation de cette matière au sein d'un collège fortement tourné vers les humanités classiques. Si ce changement impacte sensiblement la structure interne de la discipline, l'étude de l'allemand est déjà avant son institutionnalisation un enseignement en soi, à l'inverse du français. En effet, au primaire il prend d'abord la forme d'un ensemble d'enseignements déconnectés alors qu'au secondaire, il est avant tout au service d'autres

44 « Enseignement de la langue première "Deutsch"-«Français»... », art. cit., p.20.

enseignements, celui des langues classiques. Sa progressive constitution en discipline s'effectue au travers de la mise en place d'un dispositif disciplinaire poursuivant des finalités propres et assurant une continuité entre les ordres d'enseignement primaire et secondaire.

Viviane Rouiller

Université de Genève
viviane.rouiller@unige.ch

Anouk Darme

Université de Genève
anouk.darme@unige.ch